

« Comment on fait du communautaire tout en disant qu'on n'en fait pas »

FÉDÉRAL Flahaut pointe le déséquilibre des décisions, la flamandisation des politiques

- L'ex-ministre fédéral PS a occupé des postes détenus par la N-VA.
- Il dénonce une communautarisation larvée, dans le chef des nationalistes mais aussi du gouvernement Michel globalement.

Aujourd'hui ministre (PS) du Budget de la Communauté française, André Flahaut a été ministre fédéral durant 12 ans. Et, durant ces années, il a occupé plusieurs des postes aujourd'hui détenus par la N-VA : Fonction publique, Régie des bâtiments, Anciens Combattants et Victimes de guerre, Défense. Outre la présidence de la Chambre, qu'il a également exercée durant quatre ans et qui est aux mains des nationalistes au-

jourd'hui. C'est fort de cette expérience qu'il tire des conclusions sur l'attitude du gouvernement Michel en général, de la N-VA en particulier : « Dans la déclaration gouvernementale, il y a un apparent accord de ne plus parler de communautaire avant 2019. Mais dans la pratique, il n'y a pas besoin de dire qu'on fait du communautaire pour en faire ou de dire qu'on n'en fait pas pour ne pas en faire. En faire au quotidien et de façon insidieuse, sans

jamais, en ce qui concerne la N-VA, se départir ou renier ses objectifs statutaires (le séparatisme), comme le rappellent à intervalles réguliers Siegfried Bracke ou Jan Jambon. »

Et André Flahaut entend en faire la démonstration (il donnera des conférences sur le sujet). La voici. Sa conclusion ? « Il est temps de réagir ! Pour construire autre chose que cette Belgique divisée. Avant qu'il ne soit trop tard... » ■

MARTINE DUBUISSON

RÉACTION DE LA N-VA

« Toujours la même (fausse) histoire »

Nous avons voulu donner la parole à la N-VA pour répondre aux attaques, essentiellement concentrées sur elle, d'André Flahaut. Mais le parti nous a renvoyés vers les cabinets ministériels.

A la Politique scientifique, Elke Sleurs ne tient « pas à réagir en détail, car ce sont toujours les mêmes histoires que répète le PS ». Elle assure que « la politique scientifique n'était pas en bon état au début de la législature » et qu'elle « mène une politique de bonne gestion et de modernisation, et pas une politique communautaire ou visant à

flamandiser ». Concernant le dossier du Cegesoma (Centre d'étude guerre et société), elle précise qu'« il est intégré aux archives de l'État : son avenir et sa mission sont dès lors assurés ». A la Défense, Steven Vandepuut dit aussi que « les parlementaires PS posent beaucoup de questions sur le remplacement des F-16, l'hôpital mili-

taire, les Musées, l'Institut des vétérans... ». Il se borne à nous renvoyer aux « comptes rendus du parlement, car il a déjà répondu mille fois à ces questions. Les réponses sont là. Et pour chaque dossier, on peut prouver en détail que les affirmations [d'André Flahaut] ne sont pas vraies ».

MA.D.

GOUVERNEMENT

« Les décisions reflètent la philosophie flamande sur le communautaire, l'économique »

Etant donné la composition du gouvernement (trois partis flamands, un parti francophone) et la force de frappe de la N-VA (33 députés sur 85 dans la majorité) dès le départ, juge André Flahaut, « l'accord gouvernemental est inspiré de ce qui vit en Flandre, les décisions reflètent la philosophie flamande sur les plans communautaire et socio-économique et sont inévitablement orientées à droite. Et cela s'accroîtra à l'approche des élections de 2018 et 2019 ». Pour lui, « les décisions ne peuvent être que déséquilibrées ». Exemple avec la « task force » créée pour améliorer l'image de la Belgique : « Tous ses membres sont flamands, sauf deux ou trois, sur une dizaine », assure-t-il. Le déséquilibre inquiète d'autant l'ex-ministre fédéral que, ajoute-t-il, « les lieutenants de Bart De Wever occupent les postes stratégiques et veillent à une exécution rapide et correcte des points de l'accord de gouvernement qui les intéressent et freinent sur d'autres. Et le parti étant très bien organisé et ses membres très disciplinés, ils veillent aussi à l'exécution conforme de l'accord de gouvernement par les autres ministres. Et quand ceux-ci dévient de la ligne, les "soldats parlementaires" de la N-VA posent des questions. Le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt, a même eu la peau du ministre du Budget, Hervé Jamar, et se comporte désormais en ministre du Budget en mettant Sophie Wilmès sur le côté ».

MA.D.

PARLEMENT

« Comme s'il y avait les pouvoirs spéciaux »

Ici aussi, André Flahaut pointe le déséquilibre linguistique originel qui, selon lui, n'est pas sans conséquence : 20 députés francophones sur 63 soutiennent le gouvernement à la Chambre, mais 65 députés flamands sur 87. « Ce total déséquilibré a un impact sur ce qu'on fait, comment on agit, le contrôle parlementaire. Forcément, il y a une implication communautaire. La majorité impose un pas de charge. Le parlement fonctionne comme si le gouvernement disposait de pouvoirs spéciaux : cause toujours, tu m'intéresses ; je décide vite et on en discutera, pour la forme, par la suite. Il y a peu de respect de l'opposition. Tout ce qui peut ralentir la marche, ils n'aiment pas. Et le président de la Chambre, Siegfried Bracke (N-VA), n'a aucun respect pour le parlement. »

MA.D.

POLITIQUE SCIENTIFIQUE

« La Flandre met la main sur le Musée royal de l'Afrique »

La secrétaire d'Etat Elke Sleurs (N-VA) est « discrète, mais pas moins dangereuse », assène André Flahaut. « Elle a éliminé Philippe Mettens (ex-patron de l'administration fédérale de la Politique scientifique) et a forcé dans le dossier de la station polaire. C'est un management visant à écarter les francophones. On tire le siège, et même si vous avez réussi les examens ou que le Conseil d'Etat vous donne raison, on ne vous réintègre pas car on a supprimé le poste pour nommer quelqu'un d'autre. » Et il pointe aussi « les attaques » de la secrétaire d'Etat contre les musées, prenant l'exemple du Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren, où « elle a ouvert la voie à la régionalisation : on a réduit la dotation fédérale et, le même jour, Ben Weyts (ministre flamand du Tourisme), mettait de l'argent dedans ! Le fédéral se dégage et la Flandre met de l'argent. Prenant donc le pouvoir ; il n'y a plus d'équilibre. Et cela risque d'arriver à d'autres endroits aussi ». Par exemple, dit-il, au Cegesoma (Centre d'étude guerre et société et centre d'expertise belge pour l'histoire des conflits du XX^e siècle). Pour Flahaut, il est menacé de disparition (ce que Sleurs dément, lire ci-contre) : « C'est un instrument de recherche et de crédibilisation historique, mais on a réduit ses subsides. Il n'y a pas encore eu, ici, de compensation par la Flandre, mais elle ne va pas tarder... »

M.A.D.

DEFENSE

« On veut transformer Neder-over-Heembeek en hôpital cocon »

D'emblée, André Flahaut évoque ce qu'il appelle « l'obsession » du ministre de la Défense Steven Vandeput (N-VA) de « se rapprocher au maximum des Pays-Bas ». Exemple avec le dossier du remplacement des F-16 : « Certains au nord voudraient les F-35 pour travailler avec les Pays-Bas. Les Pays-Bas ont commandé trop de F-35 et ils espèrent que les Belges achèteront leur trop-plein. Et les compensations, alors ? Derrière cela, il y a aussi une dimension communautaire. » Et comme c'est un département qu'André Flahaut connaît bien, il cite d'autres exemples de flamandisation à la Défense.

Il commence par le dossier du Musée royal de l'armée et

l'idée du « regroupement des musées royaux de l'armée en débutant par le démantèlement et le déménagement des collections du Musée de l'air vers la Flandre (en partie vers Coxyde), des pièces du Musée de l'artillerie étant déjà parties vers Brassaat. Et ils réfléchissent aussi à changer l'intitulé du Musée royal de l'armée afin d'éliminer la référence à la royauté. Sous l'apparence de regroupement, de rationalisation, il a toujours quelque chose derrière : justement, en Flandre, il y a une caserne qui peut faire les choses ».

Et il entend le démontrer avec deux autres projets. D'abord celui de « localiser dans le Limbourg, le fief de Steven Vandeput, tout ce qui concerne les drones ». Mais aussi celui, qui se préparerait en secret, de « transformer l'hôpital de Neder-over-Heembeek en hôpital cocon que l'on n'ouvrirait que lors de grandes catastrophes. Ainsi, une série de choses pourraient être transfé-

rées à Gasthuisberg, à Louvain ».

Mais l'ex-ministre de la Défense s'inquiète aussi du « démantèlement de la Mémoire, en ces temps où il est plus qu'indispensable de se souvenir pour ne pas revivre les mêmes erreurs ». Selon lui, « l'Institut des vétérans va disparaître : l'idée est de rattacher la partie "soins de santé" à l'Inami, malgré les pathologies particulières des vétérans ; le reste serait repris par un nouvel organisme d'intérêt public qui associerait les Régions et un peu le fédéral, une manière de dégager au maximum le fédéral de ses obligations et d'opérer une communautarisation larvée de la Mémoire ».

Sans parler des équipements en général de la Défense : « Les vieux sont au sud, les nouveaux au nord », assure-t-il.

M.A.D.

AUTRES

« Les voitures sont en leasing car les sociétés sont flamandes »

Santé, Coopération au développement, Finances, Protection civile, nomination des patrons de départements fédéraux... : dans ces domaines et d'autres encore (pas tous aux mains de la N-VA), André Flahaut dénonce aussi « la privatisation et/ou la flamandisation des politiques ». Ou le moindre intérêt du ministre lorsqu'il s'agit de dossiers intéressants surtout le sud du pays. Il l'illustre par ce dernier exemple : le leasing des voitures dans les ministères car « presque toutes les sociétés de leasing sont flamandes ». Il raconte d'ailleurs qu'en lui succédant à la présidence de la Chambre, Siegfried Bracke (photo) « a changé ma politique d'achat de véhicules au profit du leasing sous prétexte que l'achat coûte trop cher, alors que le leasing est plus cher en bout de course. Mais les sociétés sont flamandes ».

M.A.D.